



# UNSA Éducation

## Le secrétariat national 2012-2016

Conformément aux statuts de la fédération UNSA Éducation, le Conseil national, réuni le 30 mars 2012, a renouvelé comme suit l'équipe nationale. Une seule liste était proposée aux suffrages : celle que présentait Laurent Escure.

Ont donc été élus :

- **Secrétaire général : Laurent ESCURE** <sup>1</sup>
- **Trésorier général : Fabrice COQUELIN** <sup>2</sup>
- **Secrétaire nationaux (par ordre alphabétique) :**
  - **Denis ADAM** <sup>1</sup>  
*Éducation, Culture et Société*
  - **Luc BENTZ** <sup>3</sup>  
*Politique revendicative, Service public, Statuts et Droits des personnels\*\**
  - **Alain BERNAT** <sup>2</sup>  
*Vie fédérale - Développement*
  - **Hélène HÉMET** <sup>2</sup>  
*International, Europe, Enseignement « hors de France »*

<sup>1</sup> Nouveau membre du secrétariat national.

<sup>2</sup> Membre du secrétariat national ne changeant pas d'attribution

<sup>3</sup> Membre du secrétariat national changeant d'attribution

# Laurent ESCURE, secrétaire général

**Laurent ESCURE, professeur des écoles, était secrétaire national du Syndicat des enseignants (SE-UNSA) et secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL).**

Laurent Escure est né en 1970 à Tulle dans un milieu modeste. Scolarisé dans un collège ZEP, il est au lycée un des animateurs du mouvement contre la loi Devaquet. Après son baccalauréat, il milite à l'UNEF, d'abord à Toulouse (il est notamment vice-président « étudiant » de l'université du Mirail) puis au Bureau national de l'UNEF dont il est trésorier national de 1994 à 1996 tout en obtenant une licence d'histoire-géographie à Nanterre. De 1996 à 1998, il fait le choix de l'économie sociale et solidaire et intervient pour un programme associatif de prévention du VIH auprès de jeunes de quartiers sensibles.



En 1999, il devient professeur des écoles à Toulouse. Dès son entrée à l'IUFM, il adhère au SE-UNSA et est élu au conseil d'administration. Titulaire, il obtient un poste en ZEP au Mirail. Responsable des « jeunes enseignants » du SE-UNSA dans l'académie de Toulouse en 2000, il assume à partir de 2003 des responsabilités départementales et régionales pour son syndicat et la fédération UNSA Éducation. Au congrès de mars 2004, il est élu au Bureau national du SE-UNSA.

En 2007, Luc Bérille, alors secrétaire général du SE-UNSA, sollicite Laurent Escure pour intégrer l'équipe nationale du Syndicat des enseignants qu'il rejoint en mars 2007, comme secrétaire national du SE-UNSA chargé du secteur « société, international ». Membre de l'Exécutif national de la fédération UNSA Éducation, du Conseil national de l'UNSA (interpro) et du comité exécutif du Comité syndical européen de l'éducation, il est également depuis 2007 secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL).

Patrick Gonthier ayant annoncé en novembre 2011 qu'il ne se représenterait pas, Laurent Escure présente la liste qu'il conduit au Bureau national du 7 décembre 2011, statutairement appelé à enregistrer les candidatures au secrétariat national de la fédération avant le congrès national d'Angers (mars 2012). C'est la seule liste enregistrée.

Laurent Escure est alors progressivement associé au travail courant du secrétariat national comme à la préparation du congrès ou aux contacts pris par la Fédération dans la perspective de l'élection présidentielle.

# Fabrice COQUELIN, trésorier général

**Fabrice COQUELIN, conseiller principal d'éducation, a été secrétaire général du Syndicat national des personnels d'éducation (SNPE) puis secrétaire national du Syndicat des enseignants (SE-UNSA) avant de rejoindre le secrétariat national de l'UNSA Éducation comme trésorier en avril 2010.**

Fabrice Coquelin est né au Havre en 1954. Il milite à l'UNEF (président de l'UNEF Rouen dès 1972-1973 ; membre du Bureau national en 1975). Surveillant (MI-SE), puis maître auxiliaire d'allemand, il adhère au SNES (alors affilié à la FEN), puis rejoint le SNETAA (alors syndicat FEN des lycées professionnels) dont dépendent les conseillers d'éducation, corps qu'il rejoint par concours en 1980. Militant SNETAA-FEN de l'académie de Rouen, il en devient secrétaire général académique en 1986. En désaccord avec l'orientation du SNETAA sur les personnels d'éducation, il fonde, en 1987, le Syndicat national des personnels d'éducation (non fédéré) dont il sera secrétaire général de mai 1987 à septembre 1990. De 1990 à 1996 (fusion avec le SE-FEN, appellation de l'époque du SE-UNSA), il est membre de son Bureau national et commissaire paritaire national (conseiller d'éducation puis conseiller principal d'éducation, après sa réussite au concours en 1991). Dans le cadre de son activité professionnelle, il a notamment été chargé de mission à la mission académique à la formation des personnels (MAFPEN) de Rouen, formateur associé à l'IUFM et membre de jurys de concours.



Après la fusion SE-UNSA/SNPE, il est membre de la commission nationale des personnels d'éducation au Syndicat des enseignants, il en prend la responsabilité en avril 1994 à la demande d'Hervé Baro, alors secrétaire général du syndicat. En 1996 (congrès de Montpellier), il est élu secrétaire général adjoint chargé du secteur « lycées-collèges » et siège au Comité technique paritaire ministériel jusqu'en 1999. Il devient alors secrétaire national du SE-UNSA chargé de la communication et, à ce titre, directeur des publications syndicales qu'elles soient « papier » ou numériques) jusqu'au congrès de Brest de 2010. Pendant cette période, il siège dans les instances délibératives (Conseil national, Bureau national) de l'UNSA et de l'UNSA Éducation.

En avril 2010, Fabrice Coquelin est élu membre du secrétariat national de la fédération UNSA Éducation. Il est élu le 29 septembre de la même année trésorier par le Conseil national de la Fédération en remplacement de Patrick Mercier qui fait valoir ses droits à la retraite. Fabrice Coquelin participe à la coordination des élections de 2011 et au développement de la communication. Dans le cadre de la nouvelle équipe, son secteur évolue alors en secteur « trésorerie-communication ».

# Hélène HÉMET, secrétaire nationale

## « International, Europe, Enseignement hors de France »

**Hélène HÉMET, principale de collège, a démarré dans la vie professionnelle à seize ans avec le brevet des collèges. Longtemps salariée chez Renault, elle a suivi un parcours personnel qui l'a conduite jusqu'à une maîtrise de gestion, au CAPET et au concours de personnel de direction. Elle a rejoint l'équipe fédérale en mai 2011.**

Hélène Hémet est née en 1953. À l'issue de sa scolarité obligatoire en collège d'enseignement général (CEG) à Malakoff (92), elle entre dans la vie active, nantie du seul brevet des collèges, comme employée de service à Montrouge. Elle est ensuite employée au « pool central dactylo » de la régie Renault, se forme à la sténo et obtient un poste de secrétaire. En 1980, elle réussit un concours interne à l'entreprise et suit la formation de neuf mois dispensée partie dans l'« école Renault », partie en GRETA. Salariée à temps plein, elle reprend des études après avoir été reçue au bac G2 (comptabilité) en candidate libre. Elle est reçue au DEUG d'économie en 1983. Jugée « insuffisamment docile », elle se voit refuser un congé-formation par l'entreprise. Elle passe alors le concours d'entrée à Paris-Dauphine, décrochant une bourse d'État. Maîtrise de gestion en poche, elle est réembauchée par Renault, devient responsable de projets mais quitte l'entreprise.



En octobre 1988, elle est recrutée comme maîtresse auxiliaire en économie et gestion avant de réussir le CAPET externe de sciences et techniques économiques (juin 89). Pendant deux ans, elle enseigne en sections de techniciens supérieurs et reste une militant associative active. En 2000-2001, elle fait fonction de proviseur-adjoint dans le lycée où elle enseigne. Elle passe le concours de personnel de direction auquel elle est reçue. Elle découvre alors le SNPDEN dont la forme de syndicalisme lui convient. À l'occasion d'une mutation en Languedoc, elle trouve un espace pour militer, mais continue à être d'abord une responsable associative dans le domaine culturel.

En 2007, elle est élue au bureau départemental du SNPDEN du Gard. En 2008, elle devient trésorière académique adjointe et est proposée en 2009 par la secrétaire académique pour rentrer au Bureau national sur la liste conduite par Philippe Tournier. Elle rejoint le groupe « vie syndicale ». Maîtrisant parfaitement l'anglais, elle est suivie plus particulièrement les relations internationales et rencontre alors Agnès Bréda, secrétaire nationale de l'UNSA Éducation chargée de l'« International ». Quand cette dernière quitte la Fédération pour rejoindre l'Internationale de l'Éducation à Bruxelles, Hélène Hémet est sollicitée pour prendre la suite. En mai 2011, le Conseil national de l'UNSA Éducation l'élit secrétaire nationale de l'UNSA Éducation chargée du secteur « International/Enseignement hors de France ».

# Denis ADAM, secrétaire national

## « éducation, culture et société »

**Denis ADAM, instituteur puis conseiller d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ), est également maître de conférences associé à l'université Paris XIII. Il a notamment été secrétaire général du Syndicat de l'éducation populaire (SEP-UNSA) de 2003 à 2011.**

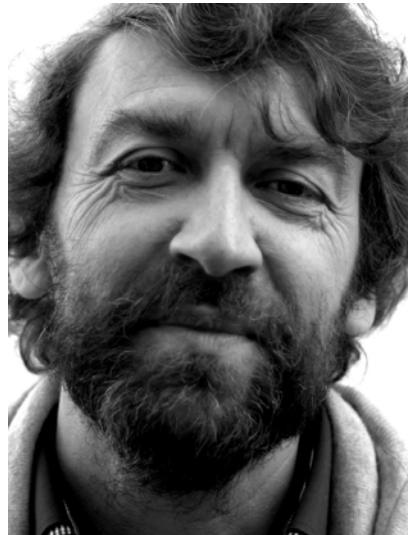
Denis Adam est en 1963 à Metz. Élève-instituteur à l'école normale de Nancy (1985-1988), il est élu délégué des élèves-instituteurs et milite au Syndicat national des instituteurs et PEGC (SNI-PEGC, devenu aujourd'hui SE-UNSA) auquel il adhère en 1985. En 1990, il devient secrétaire adjoint de la section FEN (UNSA Éducation aujourd'hui) de Meurthe-et-Moselle.

En 1995, après un DEUG « culture et communication », une maîtrise et un DEA de lettres modernes, il passe un DESS en communication. Il est admis la même année au concours de conseiller d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) spécialisé en sciences et techniques de la communication. Militant du Syndicat de l'Éducation populaire (SEP-UNSA), il le représente au sein de la section fédération de Meurthe-et-Moselle.

En 1998, il est recruté par l'Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire (INJEP) comme chargé d'études et de formation. Il y crée le pôle « culture ». Pendant cette période, il suit en cours du soir un module du CNAM destiné aux formateurs d'adultes. Au plan syndical, il devient secrétaire régional du Syndicat pour l'Île-de-France à la demande de Gérard Contremoulin, secrétaire général du Syndicat. En mai 1999, il soutient une thèse de doctorat en langue et littérature française sur *la Littérature régionale en Lorraine d'Erckmann-Chatrian à Barrès*. C'est pendant sa mission à l'INJEP qu'il est sollicité pour intervenir dans des formations à l'université Paris XIII (sciences de la communication ; sciences de l'éducation).

En décembre 2003, Denis Adam devient secrétaire général du Syndicat de l'Éducation populaire (SEP-UNSA), mandat qu'il exerce jusqu'au 9 novembre 2011 où Patrice Weisheimer le remplace comme prévu de longue date. Denis Adam est affecté depuis 2007 à la direction régionale « Jeunesse et Sports » de Rhône-Alpes ». En septembre 2011, Denis Adam rejoint le secteur « Éducation » de l'UNSA Éducation comme conseiller fédéral chargé du suivi des politiques d'éducation populaire et de jeunesse. Il est alors sollicité par Laurent Escure pour rejoindre l'équipe nationale constituée par ce dernier.

Militant associatif de toujours, il est l'un des créateurs du *Cercle de l'éducation populaire* dont il est membre du conseil d'administration.



# **Luc BENTZ, secrétaire national**

## **« politique revendicative, service public, statuts et droits des personnels »**

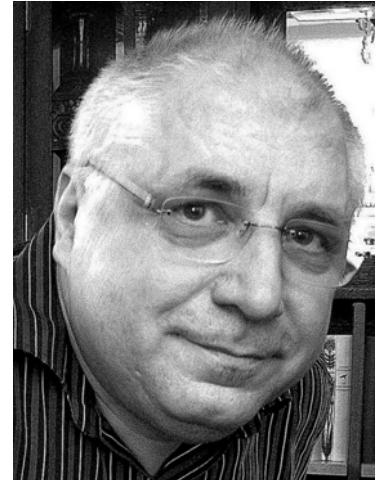
**Luc BENTZ, professeur des écoles, a été secrétaire national du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège devenu Syndicat des enseignants (SE-UNSA), délégué national de l'UNSA (secteur protection sociale). Après une reprise volontaire sur poste d'enseignant en zone prioritaire, il a rejoint le secrétariat national de l'UNSA Éducation en septembre 2006 où il a assumé, jusqu'au congrès d'Angers, la responsabilité du secteur « éducation » et la coordination « enseignement supérieur et recherche ».**

Né en 1954, Luc Bentz est élève-instituteur de l'école normale d'instituteurs de Paris-Auteuil et milite immédiatement à la section parisienne du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC). Il devient, après Alain Chauvet, secrétaire général du SNI-PEGC Paris de 1982 à 1989 tout en s'investissant dans le secteur associatif et mutualiste. En 1989-1990, il exerce à mi-temps en ZEP à Paris XI<sup>e</sup> et à mi-temps comme collaborateur de Martine Le Gal, responsable revendicative du SNI-PEGC. En 1990, il est élu simultanément au Bureau national et au secrétariat national du SNI-PEGC dans l'équipe animée par Jean-Claude Barbarant, où il prendra en charge successivement le dossier « jeunes enseignants », puis les questions administratives et juridiques ainsi que la protection sociale jusqu'en 1998. De 1994 à 1998, il assume au titre de la Fédération la co-animation du secteur « retraites » de l'UFF UNSA (actuelle UNSA Fonction publique).

De septembre 1998 à septembre 2000, il rejoint l'équipe de l'UNSA comme délégué national à la protection sociale plus spécifiquement chargé des retraites (mission Charpin) et de la famille. Il devient parallèlement administrateur national de la CNAF et membre de la section de la conjoncture du Conseil économique et social.

En septembre 2000, il fait le choix de reprendre un poste d'enseignant en zone prioritaire à Sarcelles. En septembre 2006, après avoir milité activement contre les projets de Robien sur la lecture, il accepte de rejoindre le secrétariat national de l'UNSA Éducation à la demande de Patrick Gonthier. Il y prend en charge le pôle éducation, dont il assume la responsabilité jusqu'au congrès d'Angers. De manière transversale, il assure la coordination fédérale du champ « enseignement supérieur et recherche ».

Luc Bentz est également secrétaire général du Centre Henri-Aigueperse (centre fédéral de recherches et d'histoire sociale) et membre du jury du prix « Jean Maitron ». Il est administrateur de l'Agence nationale du chèque vacances (ANCV).



# Alain Bernat, secrétaire national

## « Vie fédérale - Développement»

Alain BERNAT, né en 1957, instituteur puis professeur des écoles, a été secrétaire départemental UNSA Éducation de l'Aveyron, mais également secrétaire général de l'union départementale interprofessionnelle UNSA. Formateur au Centre fédéral puis conseiller fédéral au secteur « vie fédérale », il en prend la responsabilité comme secrétaire national depuis le congrès du Mans (2004).

Alain BERNAT est né à Millau (Aveyron) en 1957. Il passe le concours d'instituteur et entre à l'école normale de Rodez en septembre 1976. Militant actif du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC/FEN à l'époque), il devient conseiller syndical en 1985 et responsable du secteur de Millau. En juin 1986, il devient secrétaire départemental de la Fédération (alors la FEN). Il devient le premier secrétaire général de l'union départementale UNSA de l'Aveyron en 1993-1994. Membre de la coordination académique régionale de la FEN de 1986 à 1993, il est membre du Bureau régional de la section régionale fédérale dès sa création, en 1994 jusqu'en juin 2002. Il siège au CTPA et CAEN de l'académie de Toulouse.

Formateur du Centre Henri-Aigueperse (Centre de formation et d'histoire sociale de la FEN puis de l'UNSA Éducation) dès 1995, il est également membre de la première équipe de formation du CEFU (Centre de formation de l'UNSA). Cette activité de formation militante pour l'Union et la Fédération occupe plus de la moitié de son temps entre 1999 et 2002. Appelé à rejoindre le siège national de la Fédération, il organise sa succession dans l'Aveyron, tant pour la section fédérale que pour l'union départementale UNSA.

En septembre 2002, il devient en effet conseiller fédéral auprès des secteurs « vie fédérale » et « éducation ». De 2002 à 2004, il est également secrétaire de rédaction de la revue nationale de la Fédération, *L'Enseignement public*.

Appelé par Patrick Gonthier dans la liste qu'il présente au congrès fédéral du Mans (2004), il est alors élu secrétaire national chargé de la vie fédérale et est renouvelé dans ces mêmes fonctions lors du congrès de Bordeaux (2008).

